



Leurs affaires, leur fric, leurs carrières IL EST URGENT D'EN FINIR NPA AVEC LEUR VIEUX MONDE !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 9 MARS 2017

Les affaires pour Fillon et Le Pen ; le sauve qui peut dans le camp Fillon; une partie du PS qui ne soutient pas Hamon : tout cela tourne au mauvais théâtre.

Oubliées les préoccupations quotidiennes des travailleurs – salariés ou privés d'emploi – des jeunes, des familles populaires. Lamentable et écœurant.

Deux poids deux mesures : une justice de classe

Le Pen et Fillon se posent en victimes d'un système dont tout prouve au contraire qu'ils en ont bien profité. Pour les Tapie, Cahuzac, Balkany et autres, pas de justice expéditive, pas de comparution immédiate.

Mais pour les salariés en lutte contre la loi El Khomri, ceux de Goodyear contre la fermeture de leur usine ou les jeunes qui manifestent en solidarité avec Théo contre les violences policières : aucune clémence.

Le fils Balkany, lui, échappe à la prison avec une caution de 100.000 €. Christine Lagarde - la patronne du Fond Monétaire International (FMI) - reconnue « coupable », est dispensée de peine dans l'affaire Tapie.

Mais en novembre dernier, à Toulouse, un jeune qui n'avait rien à manger s'est pris trois mois fermes... pour le vol d'un fromage.

Inégalités, chômage, racisme, guerres; C'est le capitalisme qui ruine la société

Côté « affaires », on devrait bien s'intéresser à d'autres, bien plus lucratives encore: celles qui permettent à une infime minorité d'actionnaires dans le monde de s'accaparer une part énorme de la richesse produite par le travail de millions de salariés.

Prenons l'exemple des 40 plus grandes entreprises françaises, celles cotées au CAC 40. L'exploitation du travail de leurs quatre millions de salariés leur a rapporté 75 milliards de profits en 2016 : soit plus de 18.000 € par salarié !

Fruit du gel des salaires, des accords «compétitivité», des suppressions d'emplois et des milliards de baisses d'impôts et de cotisations sociales octroyées par Hollande au travers du CICE et du Pacte de Responsabilité.

La répartition des richesses doit être décidée par ceux et celles qui les créent

Ce ne sont pas les richesses qui manquent. Elles devraient assurer la satisfaction des besoins du plus grand nombre au lieu d'engraisser les actionnaires. Mais parce qu'ils possèdent les entreprises, les capitalistes s'arrogent le droit de décider de nos vies.

Abolir le chômage et garantir le droit à une vie décente pour tous, développer les services publics et la protection sociale, suppose donc de leur ôter ce pouvoir, pour qu'ensemble, travailleurs et populations puissent maîtriser leur destin.

De ce côté évidemment, rien à attendre de Macron, Le Pen ou Fillon. Mais pas plus de Hamon, qui n'envisage pas de remettre en cause le cœur de la politique de Hollande : les milliards de cadeaux aux patrons, sans aucune contrepartie en matière d'emplois.

Pour en finir avec le capitalisme : Tirer le bilan de l'expérience grecque

En 2014, Tsipras et son parti Syriza ont fait campagne sur un programme plus radical que celui de Mélenchon aujourd'hui.

Mais appliquer ce programme supposait de préparer avec les travailleurs et la population un énorme bras de fer pour briser la résistance des capitalistes grecs, de l'Etat à leur service, et des institutions européennes. Ce qu'ils ont refusé de faire.

Compter sur le seul bulletin de vote pour une politique qui serve les intérêts des exploités et des opprimés est une illusion.

Remettre en cause le pouvoir des capitalistes pour servir les intérêts du plus grand nombre supposera d'immenses mobilisations sociales. Comme la grève générale prolongée de 1936 pour gagner les congés payés et la semaine de 40 heures.

Tsipras et Syriza n'étaient pas sur cette ligne là. Qu'en pensent ceux et celles qui font campagne avec Mélenchon ?

En tous cas, c'est sur ces axes forts que le NPA fait campagne, avec son candidat Philippe Poutou.



LE PRIX DU MÉPRIS POUR LES INTÉRIMAIRES

Dans quelques jours, la direction versera la prime d'intéressement aux résultats financiers de l'entreprise: au minimum, plus de 3 000 €. Mais pas à tous les travailleurs. Considérés comme des salariés de seconde zone, les intérimaires et les prestataires ne toucheront pas un kopek.

Alors que chez Renault, ils représentent aujourd'hui plus de 60% des agents de production et plus d'un salarié sur trois à Cléon, les intérimaires condamnés à la précarité contribuent pourtant de plus en plus à la valeur créée, et donc au profit.

Mais cette intolérable politique de division ne choque pas le moins du monde les syndicats signataires de l'accord d'intéressement qui continuent à se vanter de leur signature, comme si intérimaires et prestataires étaient invisibles.

De quoi se révolter en cessant le travail pour prouver à Renault et à ses complices que sans les intérimaires, il n'y a plus de moteurs, ni de boîtes.

HOLLANDE EN FIN DE CONTRAT À CLÉON

Mais à la différence des centaines d'intérimaires que l'usine jette comme des kleenex à la fin de leur contrat, il n'ira pas pointer au chômage au lendemain de l'élection présidentielle. Pas étonnant qu'à l'occasion de sa visite à Cléon, il n'ait pas eu un mot pour dénoncer comme intolérable le recours abusif à la précarité chez Renault. Il n'y a vraiment que lui pour croire que Renault a créé des emplois, alors qu'à Cléon, il en a détruit 440 de 2013 à 2016.

Tout au long de son discours – devant un auditoire que la direction avait gentiment sélectionné pour lui – il a honteusement brossé la direction dans le sens du poil, se gargarisant du fait que les accords signés par des syndicats complices de sa politique aient permis, grâce à l'augmentation de la flexibilité, d'augmenter la productivité et les profits. Pour ce Président à la botte du patronat et de la finance, tant pis si les travailleurs ont payé ce résultat par la destruction de 7 000 emplois en 3 ans, une explosion sans précédent de la précarité, des conditions de travail de plus en plus insupportables et le blocage des salaires.

FAIRE ENTENDRE LA COLÈRE SOCIALE

Mardi 7 mars, les fédérations CGT, FO et Sud de la santé et de l'action sociale avaient appelé à la grève, ainsi qu'à une manifestation nationale à Paris. Cette manifestation a été l'occasion de faire entendre dans les rues de Paris la colère des salarié(e)s de la santé et des services publics. Coupes dans les effectifs, mise en pièce des services hospitaliers, dégradation des conditions de travail : autant de conséquences des politiques d'austérité imposées par les projets de lois de financement de la Sécurité Sociale : les lois Bachelot et Touraine ! A l'heure où la majorité des candidats à la présidentielle affirment leur volonté de privatisation de la Sécurité sociale.

Du « à chacun selon ses moyens en terme de cotisations sociales et à chacun selon ses besoins

en terme de soins », ils rêvent de passer au « qui peut payer pourra se soigner ». Ils veulent supprimer « les cotisations sociales » pour les remplacer par des « assurances privées », source de profits.

Pour le NPA, imposer le remboursement des soins à 100% sans forfait ni franchise, la suppression de la tarification à l'activité, l'interdiction des dépassements d'honoraires, la multiplication des centres de santé passe par la mobilisation conjointe des salarié(e)s de la santé, des services publics et... des usagers.

SUR LES 35 HEURES, MARINE LE PEN EN FLAGRANT DÉLIT DE DUPLICITÉ

Faire croire aux salariés qu'on défend leurs intérêts alors qu'on sert ceux du patronat, c'est le tour de force de Marine Le Pen. Sur le temps de travail, par exemple. Dans le point « 63 » de son programme, elle dit vouloir le maintien de la durée légale à 35 heures. Mais en ajoutant dès la phrase suivante qu'elle est pour autoriser des négociations de branche... pour un allongement jusqu'à 39 heures. Exactement ce qui a fait descendre des centaines de milliers de manifestants dans la rue au printemps contre la loi « Travail – El Khomri ». Une loi que Marine Le Pen promet de « retirer » (point « 53 » de son programme), mais dont le point « 63 » sur les 35 heures garde l'essentiel. Il suffira donc au patronat de faire du chantage à l'emploi ou de trouver des syndicats complaisants pour se débarrasser des 35 heures. Pire, dans le même point « 63 » de son programme, Marine Le Pen se prononce pour un allongement à 39 heures payées 39, c'est à dire sans paiement des majorations pour les heures supplémentaires à partir de la 35^{ème} heure. Le patronat ne pouvait rêver mieux.

TOUS ENSEMBLE

**Contre le racisme,
les violences policières,
la chasse aux migrants...**

**Marche pour la justice,
la dignité,
et l'égalité des droits...**

**Dimanche 19 mars - 14h
Paris / Place de la Nation**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique